







---

# communiqué

---

Date: **Le 7 juillet 1994**

N° 139

Pour publication

## TOURNÉE DE M. OUELLET EN ASIE

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, sera au Japon, en Corée, en Thaïlande, en Chine et à Hong Kong, du 18 juillet au 2 août.

Le 18 juillet, M. Ouellet arrivera à Tokyo où il rencontrera le nouveau premier ministre du Japon, M. Tomiichi Murayama, et d'autres membres du Cabinet. M. Ouellet prendra aussi la parole devant la Canada-Japan Society.

Le 21 juillet, quelques jours avant le premier sommet des chefs des deux Corées, M. Ouellet se rendra en Corée du Sud. À Séoul, il s'entretiendra avec le ministre des Affaires étrangères, M. Han Sung Joo, de questions bilatérales, commerciales et de sécurité régionale; il rencontrera aussi le président et des hauts fonctionnaires coréens. Le 23 juillet, M. Ouellet se rendra à Panmunjom où il visitera la zone démilitarisée qui sépare la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Le 24 juillet, M. Ouellet poursuivra son voyage vers Bangkok, en Thaïlande, où il dirigera la délégation canadienne au cours des rencontres organisées par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le 25 juillet, les ministres des Affaires étrangères des six pays de l'ANASE (le Brunéi, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) rencontreront ceux du Canada, de l'Australie, de la Chine, de la Russie, des États-Unis, de la Corée, du Japon, du Laos, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Viet Nam et de l'Union européenne à la première session du Forum régional de l'ANASE. Cette rencontre multilatérale, centrée uniquement sur des questions de sécurité régionale, se déroulera cette année sous le thème des mesures visant à accroître la confiance dans la région de l'Asie-Pacifique.

Le Forum régional de l'ANASE sera suivi, les 26 et 27 juillet, de la Conférence postministérielle de l'ANASE, où les ministres des Affaires étrangères et leur sept partenaires du Dialogue (le Canada, l'Australie, la Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Union européenne) discuteront les questions politiques et économiques régionales et internationales.

M. Ouellet se rendra en Chine le 28 juillet. À Beijing, il s'entretiendra avec son homologue, M. Qian Qichen. Il signera un accord de coopération environnementale ainsi qu'un traité d'entraide juridique.

Les 1<sup>er</sup> et 2 août, M. Ouellet sera à Hong Kong où il rencontrera le gouverneur par intérim, M. Anson Chan. Il participera en outre à une table ronde avec des membres du Conseil législatif de Hong Kong, prononcera une allocution devant la Chambre de commerce du Canada et l'Association sino-canadienne réunies et déposera une couronne au cimetière de la guerre de Saïwan.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

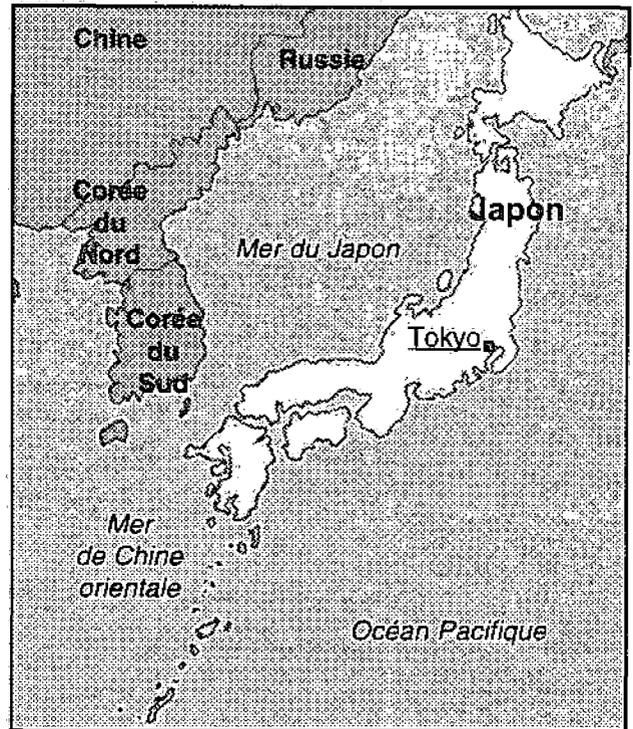
Service des relations avec les médias  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
(613) 995-1874



## RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LE JAPON

### Relations bilatérales

- Les relations Canada-Japon sont bâties sur notre partenariat au sein du Groupe des Sept pays, les plus industrialisés (G7), de l'ONU et de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les deux pays sont membres, au sein de la communauté Asie-Pacifique, de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) de la Conférence postministérielle et du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).
- Le rapport du Forum Canada-Japon 2000, remis aux premiers ministres du Canada et du Japon en décembre 1992 par un groupe binational, a formulé 19 recommandations visant à améliorer la coopération politique, économique et culturelle. L'une de ces recommandations a entraîné la création d'un groupe conjoint Canada-Japon sur la coopération environnementale dans le Pacifique-Nord. Une autre réponse au rapport est le symposium bilatéral Canada-Japon sur la gestion des eaux du Pacifique-Nord qui s'est tenu en mars 1994 à Vancouver.
- La nouvelle chancellerie du Canada à Tokyo sert de salle d'exposition pour les produits et les réalisations du Canada; elle a reçu plus de 4 000 visiteurs par mois depuis son ouverture en mai 1991.
- En 1993, les touristes japonais qui sont venus au Canada n'ont été surpassés, quant au nombre, que par les touristes américains. Ils ont dépensé quelque 451 millions de dollars cette année-là au Canada, sans compter le transport aérien international.
- Le Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon, qui cherche à promouvoir une collaboration bilatérale accrue en sciences et en technologie, a été créé en 1989. Grâce à ce Fonds, le Canada et le Japon ont co-parrainé une série d'ateliers bilatéraux afin de fixer des priorités, d'établir des liens entre les chercheurs et de susciter des activités de coopération. Plus de 200 projets ont été approuvés dans le cadre de ce Fonds.



### Commerce et investissement

- Le Japon est notre deuxième partenaire commercial en importance : les exportations canadiennes vers le Japon ont totalisé 8,5 milliards de dollars en 1993, tandis que les importations du Canada de biens et services en provenance de cette région ont représenté plus de 10 milliards de dollars.

.../2



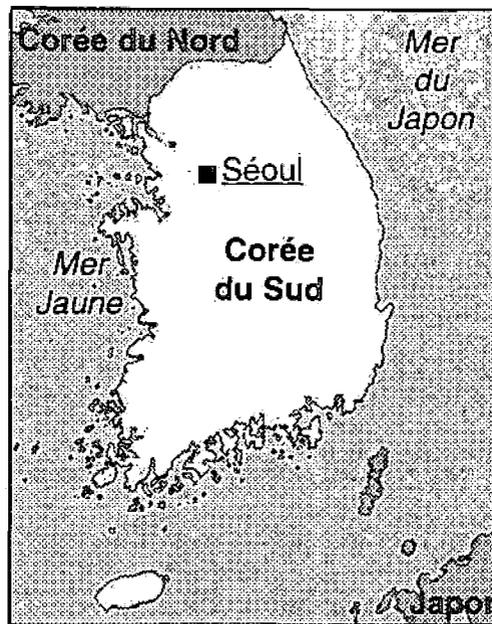
- Alors que le Canada maintient ses ventes traditionnelles de produits provenant de ressources naturelles, les importations japonaises de produits manufacturés ou de produits à valeur ajoutée du Canada forment désormais plus de 40 p. 100 des ventes canadiennes au Japon. L'industrie canadienne exporte de nombreux biens transformés, allant des frites aux éléments de cuisine.
- En mai 1993, le Canada a lancé le *Plan d'action pour le Japon*, entreprise menée de concert avec le secteur privé et destinée à sensibiliser l'industrie à l'évolution des conditions du marché, à favoriser l'adaptation des produits et la promotion des marchandises. On a depuis dressé des «plans d'action» dans sept secteurs prioritaires : aliments transformés, tourisme, technologie de l'information, pièces d'automobile, produits forestiers et de construction, aérospatiale et produits de la pêche.
- Le Japon est la troisième source d'investissements directs au Canada (7,2 milliards de dollars canadiens) et notre deuxième source de placements de portefeuille (49 milliards de dollars américains). Les sociétés du secteur de l'automobile à elles seules ont investi 1,8 milliard de dollars canadiens au Canada.
- Le Canada, qui a des délégués commerciaux à Tokyo, à Osaka, à Fukuoka et à Nagoya, coordonne annuellement de 50 à 60 promotions commerciales, certaines dans le cadre de visites de ministres.
- Parmi les entreprises exportatrices canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment au Japon, citons Clearly Canadian Beverage Corporation, Mitel Corporation, Champion Road Machinery Limited, Aliments Maple Leaf Inc., Northern Telecom Ltée, CAE Électronique Ltée, McCain Foods Ltd. et Douglas Manufactured Homes Ltd.



## RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LA CORÉE

### Relations bilatérales

- La présence de Canadiens dans la péninsule coréenne remonte à la fin du 19<sup>e</sup> siècle; les missionnaires canadiens y jouaient à cette époque un rôle important au chapitre de l'enseignement et des soins de santé. La présence de l'État remonte, elle, à 1947, année où le Canada a participé à la commission des Nations Unies qui supervisait la tenue des élections.
- La reconnaissance officielle de la République de Corée a eu lieu en 1949 et le Canada a ouvert une ambassade à Séoul en 1973.
- Le Canada a fourni le quatrième plus gros contingent du commandement de l'ONU durant la guerre de Corée de 1950 à 1953. Il a en effet envoyé 26 791 soldats, dont 516 ont trouvé la mort là-bas.
- Le développement rapide de la Corée, l'évolution de la démocratie dans ce pays, son adhésion à l'ONU en 1991 et la croissance des intérêts régionaux et internationaux se sont traduits par une plus grande coopération dans un certain nombre de domaines, comme le contrôle des armements, le désarmement et le maintien de la paix.
- Le Canada s'est réjoui de l'élection, en 1992, du premier président civil de la Corée en plus de 30 ans. Le Canada appuie fermement les efforts soutenus de la Corée du Sud pour améliorer ses relations avec la Corée du Nord (la République populaire démocratique de Corée) et pour atténuer les tensions dans le territoire divisé de la péninsule, l'un des derniers bastions de la Guerre froide.



### Le commerce et l'investissement

- Les relations commerciales du Canada avec la Corée continuent de s'étendre et de s'intensifier. En 1993, la Corée du Sud était le cinquième marché d'exportation du Canada dans le monde, et le deuxième dans la région de l'Asie-Pacifique après le Japon.
- Les données préliminaires du commerce effectué entre les deux pays en 1993 indiquent que les exportations canadiennes vers la Corée ont augmenté de 20 p. 100 par rapport à 1992 pour atteindre 1,7 milliard de dollars tandis que les importations en provenance de la Corée se sont accrues de 9 p. 100 pour atteindre 2,2 milliards de dollars.

- Les principales exportations du Canada vers la Corée en 1993 étaient le charbon et les combustibles minéraux, la pâte de bois, les produits chimiques organiques, les céréales, les produits de l'aluminium, le fer et l'acier, les engrais, l'équipement énergétique, le matériel de télécommunications et les produits de l'industrie aérospatiale.
- Les principales importations canadiennes en provenance de la Corée en 1993 étaient l'équipement électronique (téléviseurs, magnétoscopes), les véhicules et leurs pièces, les vêtements, les chaussures et les produits textiles, l'équipement mécanique ainsi que le fer et l'acier.
- L'accroissement le plus important des exportations a été enregistré dans le secteur agricole ainsi que dans celui des pâtes et papiers.
- Voici les secteurs qui offrent les plus grands débouchés aux sociétés canadiennes : les produits agricoles et alimentaires, les ressources naturelles et le pétrole, l'industrie pétrochimique, la défense, l'aérospatiale, l'informatique, l'électronique, les télécommunications ainsi que les pièces et composants d'automobiles.
- La Corée développe vigoureusement ses compétences technologiques en ce moment en établissant des coentreprises avec des sociétés étrangères.
- En septembre 1992, Énergie atomique du Canada Limitée a signé un contrat pour la vente de deux réacteurs CANDU à la société coréenne d'électricité, faisant ainsi passer à quatre le nombre d'usines d'électricité canadiennes achetées par la Corée.
- En 1992, le Canada était la troisième plus importante destination des investissements étrangers coréens. L'investissement coréen cumulatif au Canada se chiffrait à plus de 400 millions de dollars à la fin de 1992.

Juillet 1994

Nota : Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars canadiens. Toutes les statistiques sur le commerce ont été calculées sur une base douanière et sont fondées sur le *Communiqué préliminaire sur le commerce international du Canada* publié par Statistique Canada en décembre 1993.



## RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LA CHINE

### Relations bilatérales

- Un certain nombre de prises de contact de haut niveau ont eu lieu entre les représentants des deux pays depuis que le premier ministre, M. Jean Chrétien, a rencontré le président de la Chine, M. Jiang Zemin, à la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) de Seattle en novembre dernier. Depuis lors, le vice-premier ministre de la Chine, M. Zou Jiahua, est venu au Canada, et le gouverneur général, le ministre du Commerce international et le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire sont allés en Chine.
- Ces visites de haut niveau visent à établir avec ce pays de larges relations fondées sur un dialogue dans quatre secteurs clés : le partenariat économique, le développement durable, la paix et la sécurité et les droits de la personne et la primauté du droit.
- En raison de la croissance et du potentiel économiques de la Chine, le Canada établit maintenant avec ce pays les bases d'un partenariat économique qui non seulement créera des emplois et nous assurera la prospérité, mais qui avantagera également les Chinois.
- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue de fond soutenu sur des questions liées à la non-prolifération et à la sécurité régionale, afin d'amener la Chine à adopter sur la scène internationale un comportement responsable en matière de ventes d'armes et à conclure dans les meilleurs délais le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.
- Dans son action au sein des tribunes multilatérales, notre pays cherche toujours à ce que la Chine respecte ses obligations aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Canada manifeste toujours dans ses relations bilatérales son inquiétude concernant la détention des dissidents politiques et l'absence générale de libertés politiques en Chine.
- Le développement durable fait partie intégrante de notre politique à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à aider ce pays — le plus grand consommateur de charbon au monde — à gérer son environnement pour le plus grand bien de la planète.
- Tout en appuyant les efforts actuels en vue d'une plus grande démocratisation de Hong Kong, le Canada a indiqué clairement à la Chine qu'il souhaitait voir une transition sans heurts lors de la prise de contrôle de cette colonie anglaise par les Chinois en 1997 pour qu'elle puisse jouir d'une stabilité et d'une prospérité constantes dans l'avenir.



## Commerce et investissement

- Le commerce bilatéral a connu une croissance rapide depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture caractérisée par un programme de réformes économiques offrant de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement à ses partenaires étrangers. Le commerce entre le Canada et la Chine a augmenté considérablement, pour atteindre 4,8 milliards de dollars en 1993.
- Le Canada et la Chine entretiennent actuellement une relation commerciale prometteuse. D'abord fondés sur les ventes de blé, les échanges ont considérablement augmenté au cours des années 1970 et 1980 et ont atteint presque 5 milliards de dollars en 1993. Le blé, les engrais, la pâte de bois et d'autres matières premières traditionnelles constituent toujours nos principales exportations vers la Chine, même si les ventes de biens manufacturés se sont sensiblement accrues dernièrement. Les besoins de la Chine en matière d'importations et d'infrastructures correspondent aux secteurs dans lesquels le Canada est de première force comme les télécommunications, la production d'énergie, les transports, les mines, la pétrochimie, ainsi que les produits et techniques agricoles.
- En vertu d'un accord commercial signé en 1973 (et renouvelé depuis tous les trois ans), le Canada et la Chine s'accordent réciproquement le statut de la nation la plus favorisée (NPF) dans leurs échanges. Les relations commerciales entre les deux pays sont facilitées par l'existence du Comité économique et commercial conjoint Canada-Chine, qui se réunit alternativement à Ottawa et à Beijing. La dernière rencontre du Comité s'est tenue à Ottawa en mai 1993.
- Les deux pays ont par ailleurs signé un certain nombre de mémorandums d'accord, portant en particulier sur l'agriculture, la foresterie, les télécommunications, les transports et les minéraux et métaux ferreux et non ferreux afin d'encourager les échanges technologiques et commerciaux dans ces secteurs.
- En 1984, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a signé un protocole général de financement de 2 milliards de dollars avec la Banque de Chine. En 1986, une facilité concessionnelle de 350 millions de dollars a été ajoutée, puis renouvelée pour une période de deux ans en octobre 1988, et encore une fois en 1991. La SEE a récemment obtenu que la facilité concessionnelle soit réapprovisionnée à hauteur de 100 millions de dollars.
- Le Canada appuie l'adhésion de la Chine à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et a oeuvré activement au sein du groupe de travail du GATT chargé d'examiner cette question.
- Les sociétés canadiennes ont investi environ 300 millions de dollars en Chine, et un nombre croissant d'entre elles cherchent à y développer leurs opérations. La société Northern Telecom a récemment conclu une entente importante avec la Chine. L'investissement le plus important de la Chine au Canada a été placé dans l'usine papetière de Castlegar, en Colombie-Britannique.

Juillet 1994

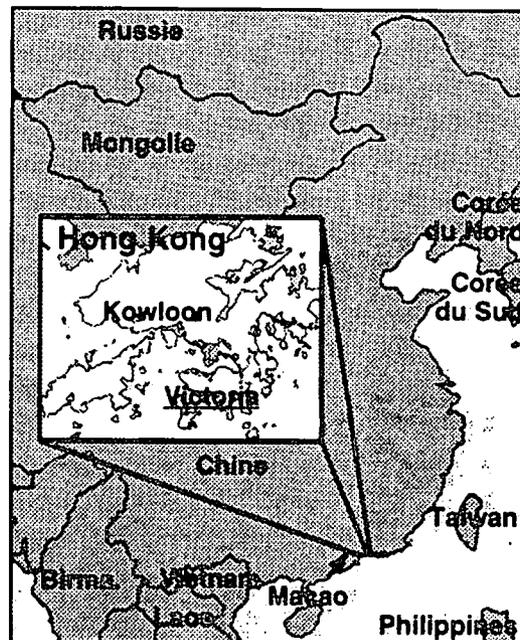
Note : Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars canadiens.  
Toutes les statistiques sur le commerce ont été calculées sur une base douanière et sont fondées sur le *Communiqué préliminaire sur le commerce international du Canada*, publié par Statistique Canada en décembre 1993.



## RELATIONS ENTRE LE CANADA ET HONG KONG

### Relations bilatérales

- En juillet 1997, la Chine rétablira sa souveraineté sur Hong Kong qui devrait maintenir son rôle d'important centre d'affaires pour l'ensemble de la Chine méridionale.
- Les relations entre le Canada et Hong Kong sont très fortes. Des liens d'ordre historique, commercial et, de plus en plus, des liens de parenté unissent le Canada et Hong Kong et contribuent à leur prospérité respective.
- Hong Kong est une importante source d'immigration et d'investissement pour le Canada. Plus de 30 000 visas d'immigration ont été délivrés à Hong Kong en 1993.
- Ce sont les étudiants de Hong Kong qui composent le plus gros contingent d'étudiants étrangers au Canada.
- De 35 000 à 50 000 Canadiens vivent sur le territoire de Hong Kong et la plupart d'entre eux y sont nés.



### Commerce et investissement

- Les relations commerciales bilatérales entre le Canada et Hong Kong sont très bonnes. Ainsi, on note à Hong Kong la présence de plus de 75 sociétés canadiennes, de toutes les grandes banques à charte canadiennes et de plusieurs compagnies d'assurances. Le commerce bilatéral a atteint un sommet de 1,9 milliard de dollars en 1993.
- En 1993, les exportations canadiennes vers Hong Kong se sont chiffrées à 760 millions de dollars. Nos importations en provenance de Hong Kong ont totalisé 1,2 milliard de dollars.
- Des débouchés s'offrent aux sociétés canadiennes dans les secteurs de la construction (dans le cadre surtout du plan d'aménagement d'un nouveau port et d'un nouvel aéroport), des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des produits de sécurité et des aliments transformés.
- Parmi les entreprises canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment au chapitre des exportations à Hong Kong, citons 2000 + Connections, la compagnie Seagram Ltée, Canac Telecom, Northern Telecom Ltée, SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. et Cari-All Inc.

Juillet 1994

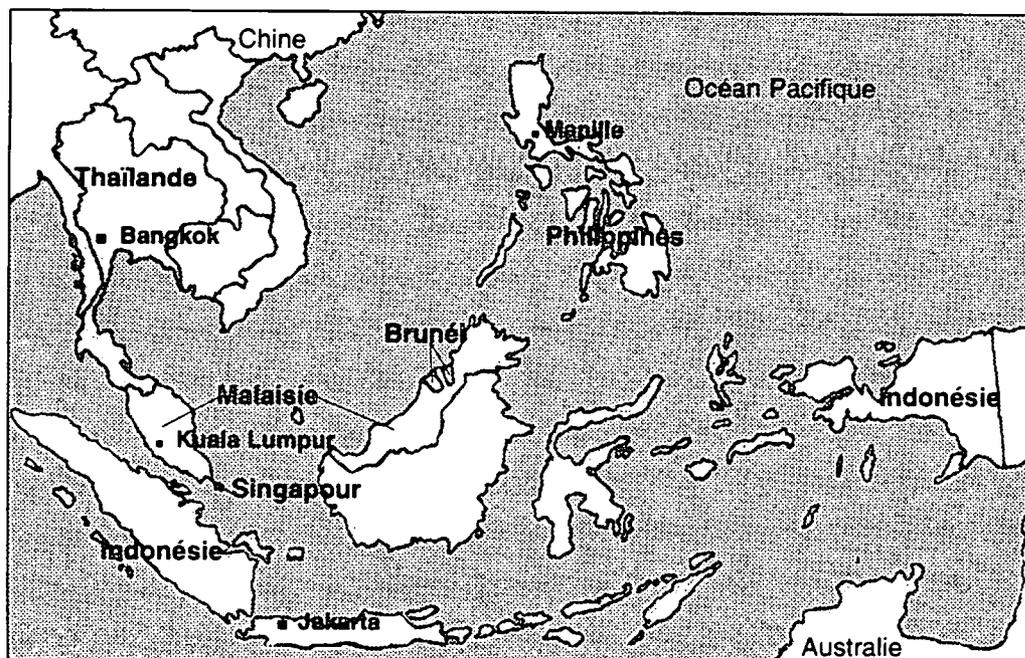
Nota : Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars canadiens. Toutes les statistiques sur le commerce ont été calculées sur une base douanière et sont fondées sur le *Communiqué préliminaire sur le commerce international du Canada* publié par Statistique Canada en décembre 1993.



## RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ANASE

### Relations bilatérales

- Le Canada entretient d'excellents rapports avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) qui regroupe le Brunéi, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Fondée en 1967, l'ANASE est l'organisation régionale qui réussit le mieux en Asie et dans le Pacifique, grâce à son programme efficace de consultation et de coopération politique.
- En 1972, l'ANASE a commencé à établir des «partenariats du Dialogue» avec des pays présélectionnés. Le Canada est devenu un partenaire du Dialogue en 1977. Les autres partenaires sont l'Australie, la Communauté européenne, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. La réunion du Dialogue, connue sous le nom de Conférence postministérielle (CPM) se tient après la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE. La CPM permet des échanges sur des questions d'intérêt régional et mondial.
- La Conférence postministérielle de 1993, qui a eu lieu à Singapour, a approuvé la tenue d'un Forum régional de l'ANASE sur la sécurité dans le cadre des réunions de Bangkok, en 1994. Y participeront non seulement les pays de l'ANASE et les partenaires du Dialogue, mais aussi la Chine, la Russie, le Viêt-Nam, le Laos et la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui assistent à la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE en tant qu'observateurs.
- Tous les trois ans, en alternance, chacun des partenaires du Dialogue est jumelé à un pays de l'ANASE pour coordonner les relations pendant cette période. Depuis 1992, le Canada a l'Indonésie pour partenaire du Dialogue.



.../2

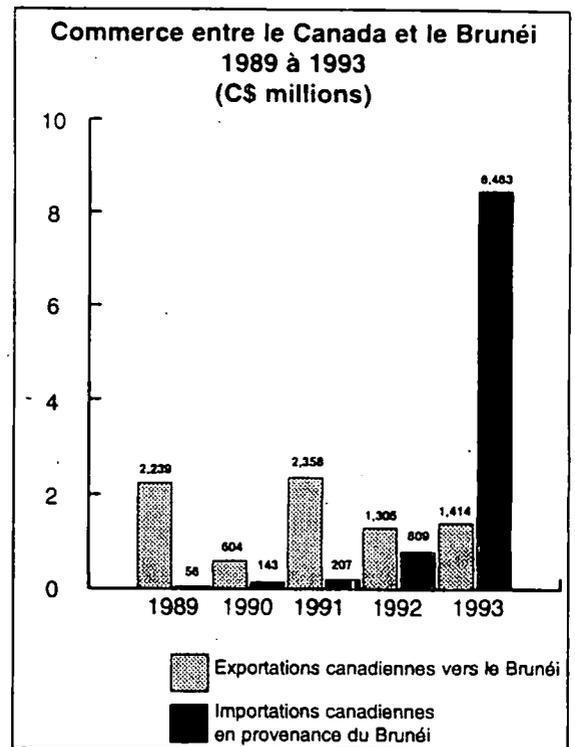
- L'Accord de coopération économique Canada-ANASE, signé en 1981, cherche à accroître la coopération industrielle et commerciale ainsi que la coopération en matière de développement. Une version révisée de l'Accord de coopération économique a été signée en juillet 1993. Le nouvel accord, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1994, suscitera une coopération accrue dans le secteur privé, favorisera la libéralisation et l'expansion des relations commerciales et fixera des objectifs de développement avantageux pour les deux parties.
- Les hauts fonctionnaires qui siègent au Comité mixte de coopération, créé dans le cadre de l'Accord de coopération économique, passent en revue les relations économiques. La dernière réunion du Comité a eu lieu à Ottawa en juin 1994. En 1993, la réunion a eu lieu à Djarkarta.

### Commerce et investissement

- Le commerce entre le Canada et les pays de l'ANASE a atteint un sommet de 5 milliards de dollars en 1993 et il a plus que doublé au cours des cinq dernières années. Les exportations canadiennes vers les pays membres de ce groupe ont triplé au cours de la dernière décennie.
- En 1993, les exportations canadiennes vers les pays de l'ANASE ont totalisé 1,5 milliard de dollars, tandis que les importations du Canada en provenance de cette région ont atteint au total 3,3 milliards de dollars. Collectivement, les pays de l'Asie du Sud-Est se classent parmi les 10 premiers marchés d'exportation du Canada.
- En 1993, les principales exportations canadiennes vers la région de l'ANASE ont été les suivantes : céréales (surtout le blé); chaudières, machinerie, appareils mécaniques et pièces; papier et carton; appareils électriques et leurs pièces; sel, soufre, terre et pierre, matériaux de plâtrage, chaux et ciment; pâte de bois; produits de plastique; engrais; avions et pièces; produits chimiques organiques.
- En 1993, les principales importations canadiennes venant de la région de l'ANASE ont été les suivantes : matériel électrique et pièces; chaudières, machines et appareils mécaniques; vêtements et accessoires; produits de caoutchouc; viande, poisson et crustacés préparés; chaussures; minerais, scories et cendres; bois et articles de bois.
- Les investissements canadiens dans la région de l'ANASE dépassent les 4 milliards de dollars. Les secteurs visés sont surtout la mise en valeur des ressources naturelles et les finances.
- Les secteurs prometteurs pour les exportations canadiennes sont la technologie de pointe (télécommunications, aérospatiale, matériel de défense), l'énergie (pétrole et gaz), l'agro-alimentaire et les produits environnementaux.
- Des pays membres de l'ANASE, l'Indonésie est le plus grand marché d'exportation du Canada, suivi de près par la Thaïlande, Singapour et la Malaisie.
- En Thaïlande et en Malaisie, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a coordonné des projets visant à encourager les entrepreneurs canadiens et locaux à lancer des coentreprises. Une participation commerciale à plus long terme sera importante pour les sociétés canadiennes qui veulent maintenir et élargir leur marché.
- Parmi les exportateurs canadiens ayant particulièrement bien réussi récemment dans la région, citons SR Telecom Inc., MacDonald Dettwiler & Associates Ltd., Bell Canada International, Intera Information Technologies Ltd., Babcock & Wilcox Ltd., CAE Électronique Ltée, ABB Canada, Ganong Bros. Limited et Novacorp Corporation.

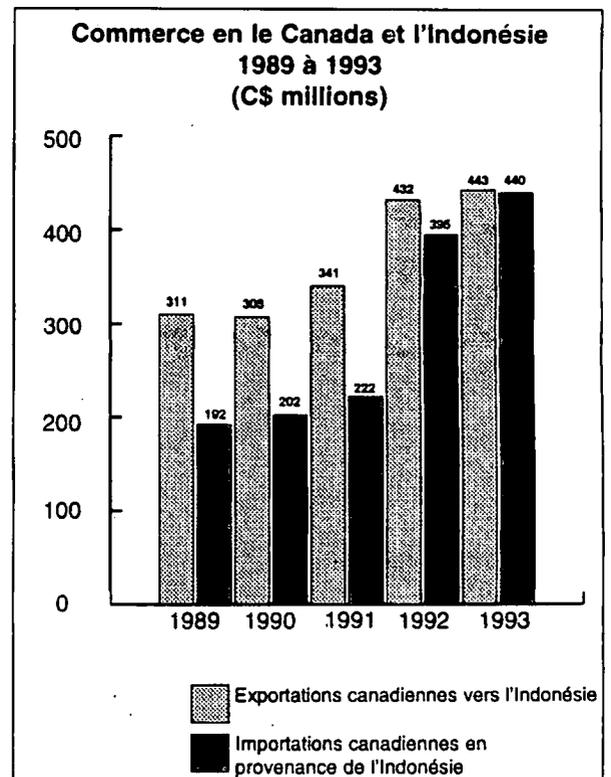
### Relations entre le Canada et le Brunéi

- Le Brunéi est un petit sultanat islamique malais riche en pétrole; situé sur la côte nord de Bornéo, il a un produit intérieur brut (PIB) de 16 600 \$US par habitant.
- Comme ses partenaires de l'ANASE, la Malaisie et Singapour, le Brunéi est membre du Commonwealth. Le Brunéi est un des principaux bailleurs de fonds du Commonwealth of learning situé à Vancouver.
- Les échanges commerciaux entre le Brunéi et le Canada sont modestes, en partie à cause d'une forte présence britannique de longue date et de la petite taille du marché du Brunéi. Il existe cependant des marchés pour le matériel et les services dans le secteur pétrolier et gazier, pour le matériel de production d'électricité, ainsi que pour le matériel de défense et l'aérospatiale. En raison de la petite taille du marché (le Brunéi ayant une population d'à peine 260 000 habitants), les activités de promotion commerciale sont de nature ponctuelle. L'apport de compétences canadiennes en services d'éducation et de santé est un secteur prometteur.



### Relations entre le Canada et l'Indonésie

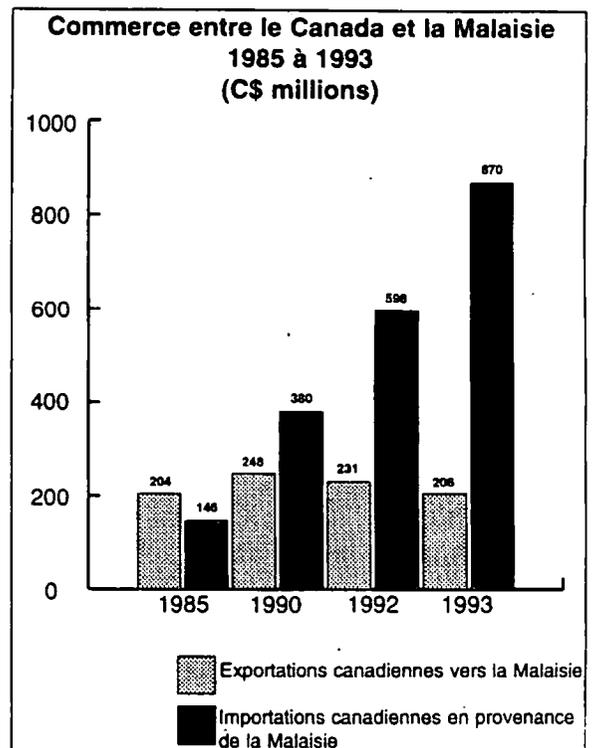
- La taille de l'Indonésie (près de 187 millions d'habitants), son influence au sein de l'ANASE et son importance comme membre modéré du Mouvement non aligné et de l'Organisation de la Conférence islamique (l'Indonésie préside actuellement les deux organismes) ainsi que du Groupe des 77 et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en font un partenaire important pour le Canada dans la région.
- Mille neuf cent quatre-vingt-treize a marqué le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de l'ambassade du Canada à Djakarta. D'abord axées sur une relation traditionnelle d'aide tirant ses origines du Plan Colombo des années 1950, les relations Canada-Indonésie s'orientent maintenant vers un partenariat politique et économique plus large.
- En 1993, les exportations canadiennes vers l'Indonésie ont atteint 443 millions de dollars et les importations ont totalisé 440 millions de dollars.



- Environ la moitié des exportations du Canada vers l'Indonésie est constituée de produits de base : soufre, blé, potasse, engrais, zinc et pâtes et papiers. Les importations comprennent notamment le contreplaqué, les bois durs tropicaux, le caoutchouc naturel, le cuivre et les fruits de mer.
- Les investissements canadiens en Indonésie sont estimés à 3 milliards de dollars, la mine et la fonderie de l'Inco à Sulawesi en étant un élément important. Les sociétés d'exploration, d'experts-conseils et de génie du secteur pétrolier et gazier sont très présentes en Indonésie.
- Cette année, nos décaissements d'aide publique au développement (APD) seront d'environ 33 millions de dollars. Depuis quelques années, on met moins l'accent sur les projets d'infrastructure parrainés par le gouvernement au profit de projets plus sociaux dans des domaines comme l'environnement, la mise en valeur des ressources humaines, l'approvisionnement en eau, le développement régional et l'aide au développement ciblée sur les femmes.
- Les relations se sont améliorées cette année, après le recul qui a suivi les tueries de novembre 1991 au Timor-Oriental. Le Canada avait réagi à cet incident en suspendant trois projets de développement déjà planifiés. Bien qu'il subsiste des préoccupations concernant les droits de la personne, des développements positifs survenus récemment en Indonésie - comme une plus grande réceptivité à la discussion de questions touchant les droits de la personne - ont contribué à atténuer nos préoccupations.

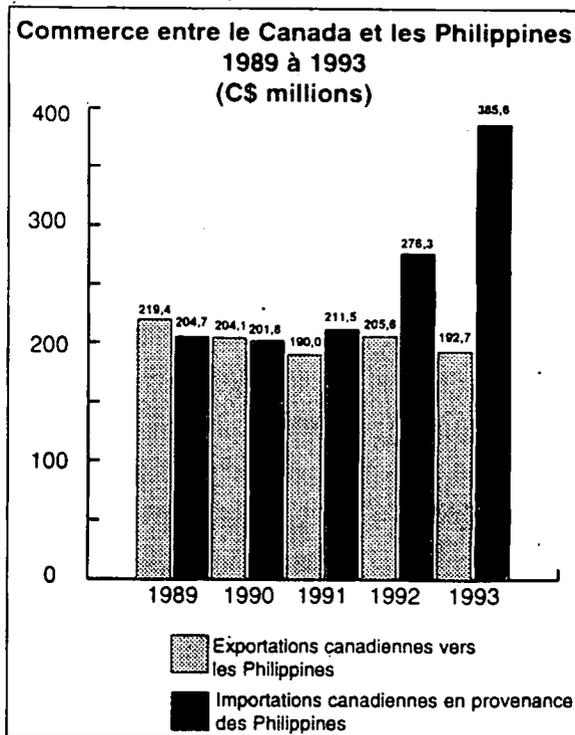
### Relations entre le Canada et la Malaisie

- Le Canada et la Malaisie partagent des intérêts communs au sein du Commonwealth, des Nations Unies ainsi que dans le domaine de l'environnement, dont les initiatives en matière de foresterie internationale.
- Le programme de développement coopératif canadien met l'accent sur une transition progressive de l'aide au développement vers la coopération économique totale.
- Le commerce entre le Canada et la Malaisie a plus que doublé depuis 1987, pour atteindre 1,08 milliard de dollars en 1993. Les exportations canadiennes totalisaient 206 millions de dollars, les importations, 870 millions de dollars. Une forte croissance économique et la diversification industrielle, entre autres facteurs, ont contribué à rendre la Malaisie intéressante pour les investisseurs canadiens et à en faire un précieux partenaire économique et commercial du Canada.
- Les exportations canadiennes comprennent les engrais, les céréales, le fer et l'acier, les pâtes et papiers, le matériel électrique et ses pièces. Les exportations de services, notamment les services d'experts-conseils en génie, sont déjà considérables, et les perspectives d'accroissement de ces exportations sont bonnes, en raison des besoins en infrastructure de la Malaisie.



## Relations entre le Canada et les Philippines

- Le Canada entretient des relations solides et amicales avec les Philippines. Le Canada a été l'un des premiers pays à accorder publiquement son soutien et à consentir des crédits à l'exportation au gouvernement Aquino.
- Le commerce entre le Canada et les Philippines a presque triplé depuis 1985, atteignant 575 millions de dollars en 1993. Les exportations canadiennes sont passées de 45 millions de dollars en 1985 à 193 millions de dollars en 1993; les importations sont passées de 109 millions de dollars à 386 millions de dollars, au cours de la même période.
- En 1992, les Philippines sont passées du quatrième au deuxième rang comme pays d'origine des immigrants au Canada.
- Le Canada a désigné les Philippines comme pays prioritaire, pour ce qui est de la coopération au développement. Depuis 1987, le gouvernement canadien a consacré 142 millions de dollars à ce pays.
- Traditionnellement, les exportations canadiennes comprennent surtout les produits agricoles et autres produits primaires. Toutefois, il existe des débouchés dans les télécommunications, dans le domaine minier et dans le domaine de la production d'électricité. La moitié des importations canadiennes est constituée de textiles et de vêtements, de produits agricoles et de poisson. Récemment, le Canada a diversifié ses importations, y ajoutant des produits du secteur de l'électronique.
- Les investissements canadiens directs aux Philippines se chiffrent à environ 90 millions de dollars, le Canada vient au 15<sup>e</sup> rang des investisseurs étrangers directs dans ce pays. Parmi les principaux investisseurs canadiens, citons la Sun Life, la Banque de Nouvelle-Écosse, Placer Dome et B.C. Packers.



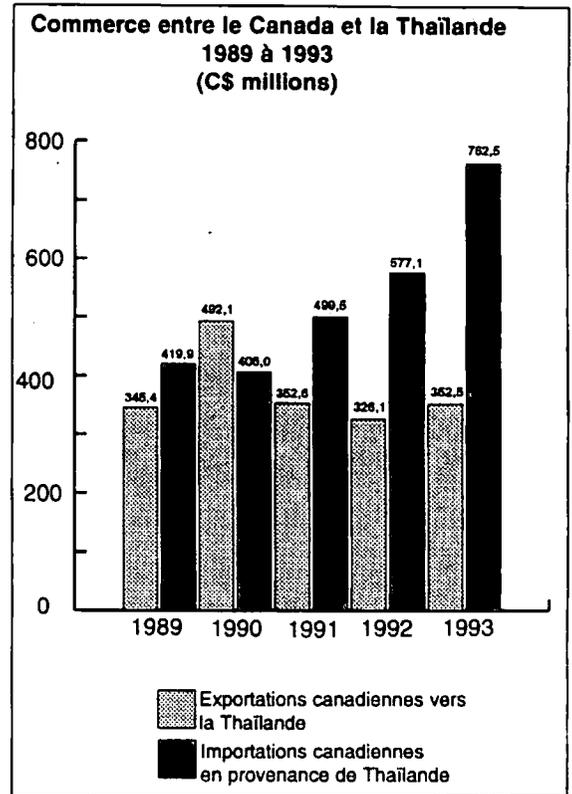
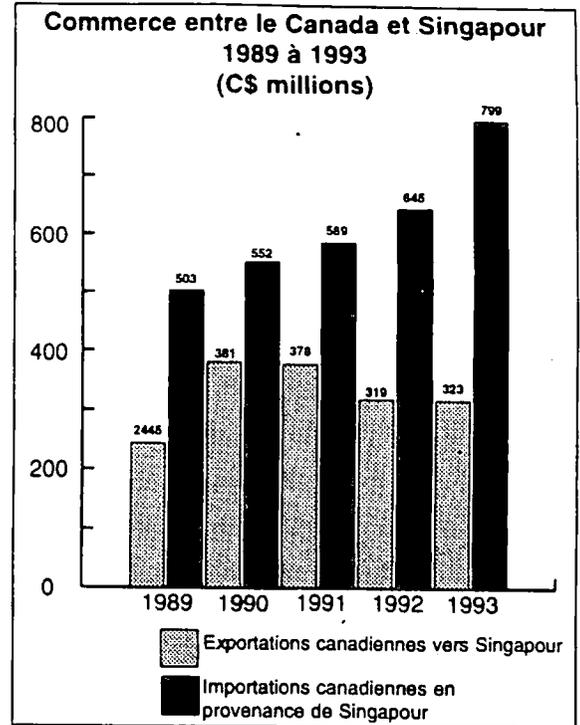
## Relations entre le Canada et Singapour

- Le Canada et Singapour sont tous deux membres du Commonwealth et ont des vues semblables sur bien des questions internationales.
- Les deux pays discutent régulièrement de questions comme les négociations commerciales multilatérales, le maintien de la paix et la conjoncture sur les plans de la politique et de la sécurité ainsi que de l'économie.
- Le commerce est au coeur des relations bilatérales entre le Canada et Singapour. Les échanges commerciaux ont atteint 1,14 milliard de dollars en 1993, ce qui fait de Singapour le deuxième plus important partenaire commercial du Canada au sein de l'ANASE. Les exportations canadiennes ont totalisé 323 millions de dollars; les importations, 799 millions de dollars.

- Les exportations du Canada vers Singapour sont diversifiées. Les articles les plus recherchés sont l'or, l'argent, les hélicoptères, les avions et leurs pièces, les écrans à rayons cathodiques, les machines, le papier et le matériel électrique.
- Quelque 60 sociétés canadiennes sont installées à Singapour, mais la plupart n'y ont qu'un bureau régional et non une usine de fabrication. À Singapour, le bassin de capital pouvant être consacré à des investissements à l'étranger offre des perspectives prometteuses pour le Canada. Bien que les investissements directs de Singapour au Canada soient inférieurs à 150 millions de dollars, les possibilités sont extrêmement intéressantes. La Société d'investissement du gouvernement de Singapour a des placements considérables au pays; ses placements dans les obligations et autres titres du gouvernement canadien dépassent 1 milliard de dollars.

### Relations entre le Canada et la Thaïlande

- Les relations entre le Canada et la Thaïlande remontent au Plan Colombo des années 1950. Ces relations ont pris de l'ampleur depuis que le Canada manifeste un intérêt accru pour l'ANASE et la région.
- Le commerce bilatéral a atteint 1,12 milliard de dollars en 1993. Entre 1987 et 1993, il a plus que triplé, en partie à cause d'une augmentation des exportations de produits manufacturés et de produits de haute technologie.
- Le programme canadien de coopération au développement en Thaïlande a pour objet de favoriser la transformation d'une société agraire en une société industrialisée et de jeter les fondements de relations économiques à long terme.
- En 1993, le Canada a exporté vers la Thaïlande des biens d'une valeur de 353 millions de dollars, notamment des chaudières (secteur de l'énergie), de l'amiante, du métal zingué, du papier journal, du blé et de la pâte de bois. En 1993, les importations canadiennes de Thaïlande ont atteint un chiffre record de 763 millions de dollars; il s'agit surtout de produits agricoles et de produits du poisson, de vêtements, de matériel électrique et de composants électroniques.
- Les sociétés canadiennes et thaïlandaises ont conclu 30 ententes portant sur la création de coentreprises ou sur le transfert de technologie, représentant un capital nominal dépassant les 100 millions de dollars.





## ANDRÉ OUELLET

Ministre canadien des Affaires étrangères

Député à la Chambre des communes depuis 1967, André Ouellet a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet pendant ses longues années de présence au Parlement.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, Ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les Transports en 1985, pour les Affaires extérieures en 1988 et pour les Relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission royale d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke. Député de Papineau-Saint-Michel, au Québec, il est marié et père de quatre enfants.

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A: E



3 5036 20047018 8

DOCS  
CA1 EA 94V39 FRE  
Visite du ministre des Affaires  
etrangeres, M. Andre Quellet, au  
Japon, en Coree, en Chine, a Hong  
Kong et a la Conference p  
43275114

*Oxford*  
UNIVERSITY PRESS

ReadyClip, 30 pg  
52002 Dark Blue



0 78787 52002 8